GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le prix d'abonnement est de 15 fr. pour trois mois, 30 fr. pour six mois, et 60 fr. pour l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS, N° 11; chez LANDOIS et BIGOT, Successeurs de P. Dupont, rue du Bouloi, N° 10; M^{me} V^e CHARLES-BÉCHET, quai des Augustins, N° 57; PICHON et DIDIER, même quai, N° 47; HOUDAILLE et VENIGER, rue du Coq St.-Honoré, N° 6; et dans les départements, chez les Libraires, et aux bureaux de Poste. — Les lettres et paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE BORDEAUX (2^e chambre).
(Correspondance particulière.)

Une demande en dommages-intérêts de la part d'un contribuable contre un percepteur des contributions, à raison de poursuites prétendues vexatoires exercées par ce dernier, en sa qualité, est-elle de la compétence des Tribunaux civils? (Rés. nég.)

Le 10 octobre 1827, le sieur Jean Bordier, percepteur des contributions de la commune de Latresne, fit procéder, en cette qualité, par un sieur Dumas, porteur de contraintes, au préjudice du sieur Simon Birolle, à la saisie d'un cheval, d'une charrette et autres objets.

Le sieur Birolle assigna le sieur Bordier devant le Tribunal civil de Bordeaux pour voir annuler cette saisie, les commandemens qui l'avaient précédée et les actes qui l'avaient suivie, comme contraires aux dispositions de la loi.

Il demandait que le sieur Bordier fût condamné à lui payer des dommages-intérêts.

Un premier jugement par défaut accueillit ces conclusions; mais, sur l'opposition qui y fut formée par la dame Giraudeau, veuve du sieur Bordier, décédé dans l'intervalle, le même Tribunal rendit, le 30 janvier 1829, un jugement qui a été confirmé sur l'appel par l'arrêt dont voici le teneur :

Attendu que la demande portée par Birolle devant le Tribunal de première instance contre le feu sieur Bordier, percepteur des contributions de la commune de Latresne, avait pour objet de faire condamner ce percepteur en des dommages-intérêts, pour avoir exercé des contraintes vexatoires à son préjudice, à raison du paiement de ses contributions;

Attendu que, d'après les lois de la matière rappelées dans le jugement dont est appel, le contentieux des contributions directes est du ressort de l'autorité administrative, et que les Tribunaux sont incompétens pour en connaître;

La Cour met l'appel au néant.

Une demande en nullité de saisie immobilière, fondée sur la nullité du titre, est-elle recevable si elle n'est proposée, comme celle qui a pour objet des nullités de procédure, dans le délai prescrit par l'art. 2 du décret du 2 février 1811? (Rés. nég.)

Le sieur Thomas Lajartre poursuivait, dès le 26 mars 1828, une saisie immobilière contre les sieur et dame Lajartre, ses débiteurs. Les époux Lajartre présentèrent au Tribunal de Nontron une requête où ils alléguèrent, 1^o la nullité de l'obligation notariée en vertu de laquelle on les poursuivait; 2^o la qualité de biens dotaux de l'immeuble que l'on voulait exproprier.

Ils furent déclarés non-recevables dans leur demande en nullité, attendu qu'ils ne s'étaient pas conformés à l'art. 2 du décret du 2 février 1811.

Sur l'appel, les mariés Lajartre ont dit que la fin de non-recevoir invoquée par leur adversaire, et adoptée par le Tribunal, n'était pas applicable lorsque la nullité de la saisie immobilière était fondée sur la nullité du titre lui-même; que l'art. 735 du Code de procédure et le décret du 2 février 1811 ne s'appliquaient qu'aux nullités de procédure, et que ce n'était que lorsqu'on excipait de pareilles nullités qu'on pouvait exiger que le demandeur donnât caution et proposât ses exceptions dans le délai prescrit.

Voici le texte de l'arrêt :

Attendu que la loi ne fait aucune différence entre la nullité du titre et les nullités de procédure;

Attendu que l'art. 735 du Code de procédure, combiné avec l'art. 2 du décret du 2 février 1811, dispose « qu'aucune demande en nullité de procédure postérieure à l'adjudication préparatoire ne peut être reçue, si le demandeur ne donne caution suffisante pour le paiement des frais résultant de l'incident, et si ladite demande n'est proposée quarante jours au moins avant le jour fixé pour l'adjudication définitive »;

Attendu que les appelans ne se sont conformés ni à l'une ni à l'autre de ces dispositions; qu'ainsi c'est avec raison que les premiers juges les ont déclarés non recevables dans leur demande en nullité;

En ce qui concerne la demande en distraction, attendu que cette demande n'a pas été formée par requête, en conformité de l'art. 727 du Code de procédure;

La Cour met l'appel au néant.

JUSTICE CRIMINELLE.

POLICE CORRECTIONNELLE DE PARIS. (7^e chamb.)
(Présidence de M. Vanin.)

Audience du 16 octobre.

Affaire du Patriote.

Le Tribunal, à l'ouverture de l'audience, a rendu

son jugement dans l'affaire du Patriote. En voici le texte :

Attendu qu'une loi en vigueur ne peut être considérée comme abrogée que quand l'abrogation en a été formellement prononcée par une loi subséquente, ou quand les termes et l'esprit de la loi ancienne sont en contradiction avec l'esprit et les termes de la nouvelle disposition législative;

Attendu que la Charte du mois d'août 1830, en reconnaissant, par son art. 7, à tous les Français le droit de faire imprimer et publier leurs opinions, a disposé formellement que ce droit n'existerait qu'à la charge par eux de se conformer aux lois;

Que, par les art. 59-70, elle a seulement prononcé l'abrogation de toutes les lois qui seraient contraires aux dispositions de la Charte nouvelle;

Attendu que les lois des 9 juin 1819 et 18 juillet 1828 n'apportent aucun obstacle à l'exercice du droit reconnu à tous les Français individuellement de publier leurs opinions;

Que ces lois règlent et déterminent seulement les obligations imposées pour l'impression et la publication des journaux et écrits périodiques, obligations que tous peuvent remplir, et qui ne mettent aucune entrave à l'expression de la pensée;

Que dès lors les lois des 9 juin 1819 et 18 juillet 1828, n'étant ni formellement, ni virtuellement abrogées par la Charte nouvelle, sont obligatoires pour tous, et doivent recevoir leur application;

En ce qui concerne Louis Bellet défaillant;

Attendu qu'il est propriétaire gérant du journal le Patriote, journal quotidien, traitant de matières politiques; que depuis le 29 juillet 1830, jusqu'à l'époque actuelle, il a publié et fait paraître encore ce journal sans s'être conformé aux obligations imposées à tout propriétaire et gérant de journal, par les articles 2, 3, 6, 8, de la loi du 18 juillet 1828;

1^o Qu'il n'a pas fourni de cautionnement;

2^o Qu'il n'a pas fait à la direction de la librairie de déclaration préalable;

3^o Qu'il n'a pas fait au parquet du procureur du Roi, au moment de la publication, le dépôt prescrit;

Que l'excuse tirée de la bonne foi ne peut être admise; en effet, qu'en supposant que sa bonne foi ait pu exister jusqu'au 26 août 1830, elle a nécessairement dû cesser ce jour, date de la promulgation de l'ordonnance du Roi; que cette ordonnance, distinguant le passé de l'avenir, a amnistié les contraventions et délits commis jusqu'à ce jour 26 août, et a rappelé les citoyens à l'exécution des lois, qu'elle remet en vigueur en tant que de besoin, et notamment les lois relatives à la publication des journaux et écrits périodiques;

Que les propositions et discussions récentes de la Chambre des députés, relatives au cautionnement à fournir par tout propriétaire de journal, ont dû encore lui prouver l'existence d'une loi qu'il n'était plus question que de modifier seulement;

Que nonobstant ces avertissemens géminés, Louis Bellet a continué de faire paraître le Patriote, même depuis la citation en police correctionnelle, sans remplir les obligations de la loi;

Que dès lors il s'est rendu coupable des délits prévus et punis par les articles 2, 3, 6, 8 de la loi du 18 juillet 1828, et 6 de la loi du 9 juin 1819;

En ce qui concerne Selligie, imprimeur, attendu qu'il reconnaît avoir imprimé le journal le Patriote depuis le 29 juillet 1830, jusqu'au 16 septembre suivant, date de la citation en police correctionnelle à lui donnée;

Attendu qu'il savait que les obligations imposées par les lois précitées au propriétaire et gérant de ce journal, n'avaient pas été par eux remplies;

Attendu que sa déclaration d'imprimer ledit journal, faite par lui aux termes de l'art. 14 de la loi du 21 octobre 1814, ne pouvait l'autoriser à imprimer un journal dont le propriétaire et le gérant ne s'étaient pas conformés aux dispositions des lois des 18 juillet 1828 et 9 juin 1819;

Attendu que dans ces circonstances, Selligie en employant ses presses à l'impression du journal le Patriote, s'est sciemment rendu complice des délits commis par Bellet;

Ce qui constitue le délit prévu et puni par les art. 59 et 60 du Code pénal;

Le Tribunal condamne Louis Bellet défaillant, en six mois de prison 1200 fr. d'amende; condamne Selligie à un mois de prison, 200 fr. d'amende, et tous deux solidairement aux dépens.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

(Correspondance particulière.)

Insurrection à Auxerre. — Mobilisation de la garde nationale.

Pour la seconde fois, Auxerre vient d'être le théâtre de graves excès. Les premiers bruits avaient eu pour prétexte l'abolition des contributions indirectes; la cherté des grains a été la cause des derniers.

Lundi dès le matin, une foule d'hommes et de femmes s'empara des portes de la ville, pour empêcher tous les ouvriers de sortir et les contraindre à se joindre à eux. La garde nationale mise sous les armes parvint à rendre la circulation libre, mais elle fut obligée de rester divisée à chaque porte, pendant que des rassemblemens nombreux se formaient dans l'intérieur, où malheureu-

sement elle n'avait point laissé de forces disponibles assez nombreuses pour dissiper ces rassemblemens.

La halle fut bientôt envahie, le blé taxé à 8 francs, au lieu de 11, qu'il valait au marché précédent; de la halle, on se porta chez les particuliers, plusieurs domiciles furent envahis. Ni les exhortations des autorités municipales, ni la prudence de la garde nationale ne purent mettre fin à de trop nombreux excès.

Le soir, la ville présentait un aspect alarmant. On ne croyait pas qu'il s'arrêterait une populace pleine d'audace, vociférant, insultant et méconnaissant tout frein.

Le lendemain mardi, quelques domiciles furent encore violés. Heureusement qu'à côté d'un mal horrible était un remède efficace dû à l'excellent esprit qui anime la France en ce moment; en effet, dès que la nouvelle des désordres d'Auxerre fut connue à Sens, Villeneuve-le-Roi, Joigny et Basson, autorisés par M. le préfet, trois cents hommes de la garde nationale se sont mobilisés et sont arrivés dans la journée du jeudi.

Ils ont été reçus comme des libérateurs, et tous les véritables citoyens ont applaudi à leur dévouement.

Joint à la garde nationale et aux pompiers d'Auxerre, ils présentaient une force d'environ six cents hommes.

Cinquante gendarmes étaient aussi dans la ville, sous les ordres de M. Soufflot, lieutenant. Rendons de suite justice à ce corps si souvent décrié, dans la circonstance, les brigades réunies à Auxerre ont bien mérité de la patrie, car la patrie elle-même pouvait ressentir les effets d'un désordre qui se propageait. Elles ont déployé tout à la fois du courage, de la prudence et une activité sans bornes.

Dans la nuit, douze des plus mutins ont été arrêtés, et attendu le danger qu'il y aurait eu de les conserver à Auxerre, ils ont été transférés de suite hors du département.

Que cet exemple soit suivi partout où des troubles ne pourront pas être réprimés par les gardes nationales du lieu, allons au secours de nos voisins en danger, les gardes nationales, lors de leurs foyers, sont bien plus fortes, et cette solidarité entre les hommes amis de l'ordre, intimidera les méchants, ou les malheureux qui confondent l'anarchie avec la liberté.

Vendredi, 10 heures du matin.

INSTALLATION DE M. PRUNELLE,

NOUVEAU MAIRE DE LYON.

La Gazette des Tribunaux s'est plu, l'année dernière, à décrire la marche triomphale du général Lafayette, à l'accueil qu'il a reçu dans la ville de Lyon, et les énergiques protestations qui se faisaient entendre contre l'opposition alors récente du ministère du 8 août. Elle ne peut se refuser à décrire une fête où les sentimens de 1829 se sont reproduits.

La cérémonie de l'installation de M. Prunelle dans les fonctions de maire de Lyon, a eu lieu ce matin à l'Hôtel-de-Ville, au milieu d'un enthousiasme difficile à décrire. Une réunion nombreuse remplissait de bonne heure la grande salle de l'Hôtel-de-Ville. De toutes parts on voyait briller l'uniforme des divers corps de la garde nationale et de la troupe de ligne; M. le lieutenant-général commandant la division, son état-major et les corps administratifs, militaires et judiciaires, occupaient des places réservées.

La place de Terreaux offrait le spectacle le plus brillant et le plus animé; de nombreux détachemens de la garde nationale étaient rangés en bataille devant l'Hôtel-de-Ville, une affluence considérable de citoyens se pressait autour.

À midi et demi, la musique de la garde nationale a annoncé l'arrivée du préfet, du maire et des adjoints.

Les discours de M. le préfet et de M. le maire, que nous regrettons de ne pouvoir insérer ici, à cause de leur étendue, ont été couverts d'applaudissemens.

Les autorités se sont ensuite rendues sur le perron de l'Hôtel-de-Ville. M. Prunelle, s'avançant vers la foule, a lu à haute voix une lettre qu'il venait de recevoir du prince royal, et dont voici le texte :

Palais-Royal, 5 octobre 1830.

Je regrette, Monsieur, que votre prompt départ dont je n'étais pas instruit, m'ait privé du plaisir de vous voir et de vous entretenir de mon voyage à Lyon; j'aurais été charmé de vous annoncer moi-même que je compte le faire après les élections. Croyez, Monsieur, au vif plaisir que j'aurai à remettre moi-même à la garde nationale de Lyon, ses drapeaux de la part du roi mon père, et à me voir au milieu d'une ville que sa population, ses sentimens patriotiques et son commerce

ont mise au rang des premières cités de l'Europe. Je sais cette occasion de vous exprimer, Monsieur, les sentiments avec lesquels je suis

Votre affectionné,

FERDINAND-PHILIPPE D'ORLÉANS.

Cette lecture a produit parmi les spectateurs le plus vif enthousiasme. En ce moment, un drapeau offert par le général Lafayette à la garde nationale lyonnaise brillait à tous les regards. L'allégresse a été à son comble lorsque le commandant de la garde nationale a lu une lettre de M. le général Lafayette, à la garde nationale de Lyon :

« Mes chers frères d'armes,

Il n'y a guère plus d'un an, au milieu de votre illustre et grande cité, qu'en recevant de vous des témoignages de confiance et d'affection à jamais gravés dans mon cœur, nous manifestions ensemble la volonté de voir rétablir les gardes nationales de France sur les bases de la loi de 1791.

Cette année n'était pas écoulée, et la victoire du peuple sur le despotisme et l'aristocratie avaient réalisé ce vœu. Lorsque votre patriotique députation est venue exprimer l'assentiment lyonnais à l'élection du roi-citoyen, elle m'a trouvé investi d'un commandement d'autant plus précieux pour moi, qu'il m'a donné de nouveaux et d'intimes rapports avec vous.

Vous m'avez permis de vous offrir un drapeau où nos trois chères couleurs sont surmontées de ce même coq gaulois dont l'emblème ornaît le présent qui me fut porté, il y a plus de quarante ans, à la grande fédération par la députation lyonnaise, et qu'à travers nos orages politiques j'ai eu le bonheur de conserver jusqu'à ce jour. C'est dans vos murs qu'a été conçue la première idée de ce signe symbolique.

Liberté, ordre public, ralliement de la garde nationale, sont aussi deux mots qui retentissent dans les cœurs lyonnais.

Recevez donc, mes chers frères d'armes, avec les sentiments d'estime et d'amitié dont vous m'avez donné tant de touchantes preuves, l'offre affectueuse et patriotique de ce drapeau, où vous voudrez bien reconnaître un gage de ma profonde gratitude, de mon tendre attachement et du plus entier dévouement.

» LAFAYETTE. »

M. Joannon-Navier a présenté à M. le maire le drapeau que le général Lafayette lui avait confié ; et M. le maire, après l'avoir remis aux mains des commandans des divers corps de la garde nationale, s'est avancé de nouveau, et, s'adressant aux détachemens qui étaient placés en bataille devant lui, il leur a dit :

« Messieurs de la garde nationale,

Le don de ce drapeau est un honneur dont vous avez droit de vous glorifier. Il est accordé à votre patriotisme, à la mission d'ordre public que vous avez si bien remplie ; à cette grande cité dont le patriotisme, de puis quarante-deux ans, ne s'est jamais démenti. L'an passé, à pareille époque, le nom de Lafayette retentissait ici de toutes parts ; mais seul, isolé comme la liberté dont ce nom était l'emblème. Aujourd'hui, Messieurs, un gothique respect ne doit pas nous empêcher de satisfaire le mouvement de nos cœurs ; unissons le nom du roi-citoyen à celui du plus grand citoyen du monde, et crions : Vive Louis-Philippe ! vive Lafayette ! »

La garde nationale a répondu à ces paroles, et a accueilli le drapeau par une salve de vingt-cinq coups de canon, et par des cris répétés où se manifestaient son enthousiasme et sa joie. Le porte-drapeau a parcouru les rangs, accompagné de MM. les officiers, et aux acclamations unanimes. Les divers détachemens ont ensuite défilé devant les autorités.

Cette cérémonie était vraiment une fête populaire. Rien de forcé, aucun cri, aucun enthousiasme de commande. La ville était en présence de ses magistrats, des magistrats de son choix et selon ses vœux ; on voyait enfin une harmonie véritable régner entre les fonctionnaires et les administrés ; on assistait à une fête où le cœur prenait une part réelle, où le peuple était compté pour quelque chose : on jouissait enfin d'un des bienfaits de notre glorieuse révolution.

ÉVÉNEMENS DE LA BELGIQUE.

Reception de la légion parisienne.

Nous avons annoncé que des difficultés motivées, selon toute apparence, par des terreurs diplomatiques, s'étaient élevées contre l'entrée sur le territoire belge des braves accourus pour sa défense.

La régence de Gand a enfin consenti à les recevoir, et publié, d'accord avec M. de Gamond, commissaire spécial du gouvernement provisoire, la proclamation suivante :

« La régence de la ville de Gand prévient ses concitoyens que M. le vicomte de Pontécoulant, commandant de la légion belge-parisienne, et le corps d'officiers de la même légion, après avoir conféré à une heure après midi avec le bourgmestre, se sont présentés en séance du conseil, à cinq heures, pour faire connaître que, d'après les bruits qui circulaient, il existerait des sentimens hostiles de la part d'une partie des habitans à leur égard.

« Que le bourgmestre d'abord, et ensuite le conseil entier, ont donné l'assurance à M. le colonel susdit et à son corps d'officiers que ces bruits ne sauraient être que l'effet de la calomnie et de la malveillance ; que la régence considère ladite légion, envoyée ici par le gouvernement provisoire de la Belgique, comme une troupe amie, et qu'elle a accepté l'offre faite par M. de Pontécoulant de concourir, avec la garde bourgeoise, au maintien de l'ordre et du respect des personnes et des propriétés ; qu'en conséquence la régence a donné à M. le

habitans de cette ville ; que la régence a donné cette assurance au nom de tous les habitans, et particulièrement de la brave garde bourgeoise, qui, dans cette circonstance comme dans toute autre, ne manquera pas de se rendre à la voix de ses magistrats ; que MM. les colonels, majors et capitaines de la garde bourgeoise, présens à cette séance, ont promis sur l'honneur de faire respecter l'engagement pris par leurs magistrats, conforme au but de l'institution de la garde bourgeoise, le respect des personnes et des propriétés.

« La régence se flatte que tous les bons citoyens appuieront de tous leurs moyens les efforts de la régence, pour le maintien de la tranquillité et pour la conservation de leurs plus chers intérêts. »

De son côté, le chef de la légion parisienne a publié l'ordre du jour que voici :

« Habitans de Gand,

« La nation belge, opprimée par le despotisme hollandais, vient de secouer, par d'héroïques efforts, le joug odieux qui pesait sur elle depuis quinze années.

« L'heure de l'indépendance a sonné, Bruxelles a donné l'exemple de la résistance au despotisme ! Toute la Belgique soulevée a répondu à son noble signal ! La ville de Gand, comprimée dans son élan par la présence des satellites du despotisme, n'a pu faire éclater encore avec la même unanimité les sentimens de patriotisme qui ont toujours animé ses habitans !

« Désigné par le gouvernement provisoire, le corps des volontaires, composant la légion belge parisienne, vient expulser de vos murs les derniers soutiens de la tyrannie hollandaise. Le concours de votre patriotisme est nécessaire à l'accomplissement des ordres du gouvernement provisoire ; nous devons y compter !

« La légion belge parisienne, que j'ai l'honneur de commander, accourt parmi vous pour défendre votre indépendance menacée.

« Que les bons citoyens se rassurent, la tranquillité publique ne sera point troublée ; si des malveillans essayaient de jeter la discorde parmi les diverses classes des citoyens, nous serions là pour protéger tous les droits et rassurer tous les intérêts ; liberté, ordre public, telle sera toujours la devise inscrite sur notre bannière.

» Gand, le 11 octobre 1830.

Le vicomte de PONTECOULANT,
Aide-de-camp du général D. J. van Halen, et
commandant les troupes dirigées sur Gand.

RAPPORT

Sur le projet de révision de la loi pour le régime intérieur des prisons de Genève, fait au conseil représentatif par M. Lefort, conseiller d'Etat. — Quelques réflexions à ce sujet, sur l'état du pays et du gouvernement en France.

Le gouvernement de Genève vient de donner un bel et noble exemple à tous les gouvernemens qui veulent sérieusement entrer dans la voie des améliorations. Au lieu de prétendre avoir atteint du premier coup la perfection dans la rédaction de la loi qui avait déterminé les règles de discipline et le mode d'adoption du système pénitentiaire, il vient de proposer au conseil représentatif un projet de révision de la loi primitive, précédé d'un rapport très-remarquable, qui, au lieu de reprocher aux nombreux publicistes qui ont écrit sur le pénitencier de Genève, les critiques et les conseils mêlés à leurs éloges, commence au contraire par avouer avec autant de franchise que de noblesse, le prix et le profit qu'on en a fait.

« Notre prison pénitentiaire, dit le rapporteur, ainsi que le beau pénitencier de Lausanne, construit à la même époque, étant les premiers établissemens de ce genre créés dans nos pays, ont attiré l'attention de la majeure partie des nombreux voyageurs qui chaque année viennent visiter la Suisse. Diverses notices sur ces prisons ont paru dans plusieurs ouvrages ou écrits périodiques : des éloges, des critiques, des conseils de changemens ou de perfectionnement s'y trouvent, dont nous pouvons utilement profiter pour notre nouvelle loi et pour les réglemens qui la suivront. L'on doit en particulier distinguer l'ouvrage intitulé : *Du système pénitentiaire en Europe et aux Etats-Unis*, par M. Charles Lucas, avocat à la Cour royale de Paris, connu par son livre sur *l'Abolition de la peine de mort*. Le second volume de cet ouvrage contient beaucoup d'observations importantes sur notre prison pénitentiaire. Si nous devons voir avec plaisir l'empressement que les étrangers mettent à visiter cet établissement, surtout lorsqu'ils le font dans un but vraiment utile, cependant on ne peut se dissimuler que ces visites tendent trop à se multiplier, dans l'intérêt du service et de la tranquillité de la prison. Le nombre des visitans a été en 1828 de 506, et en 1829 de 723, presque en entier pendant les cinq mois d'été. »

Parmi les principales modifications qu'indique le rapport, se trouve d'abord la limite de l'emprisonnement portée de trois mois à un an, c'est-à-dire que les condamnés à un an et plus d'emprisonnement, subiront seuls à l'avenir leur peine dans le pénitencier, et les autres dans la maison de détention.

L'expérience qui a été faite de notre loi, dit ensuite le rapport, a démontré, soit aux personnes préposées habituellement à l'inspection du pénitencier, soit à ceux qui en ont rendu compte dans divers ouvrages, que son vice essentiel était un défaut de classification de gradation ; qu'il y existait une grande uniformité ; qu'aucune distinction n'était établie sous le régime du travail, de la nourriture, entre les condamnés aux travaux forcés, à la réclusion et à l'emprisonnement correctionnel. Le rapport, qui fait beaucoup d'honneur à M. le conseiller Lefort, expose que le projet de loi prend toutes ces critiques en considération. Nous ne pouvons entrer dans ces diverses modifications sur lesquelles nous reviendrons en détail, parce qu'elles se rattachent toutes à des principes, la plupart d'une application pratique à nos prisons en France, malgré le vice des

Quand même le gouvernement n'eût point ajourné, ainsi qu'on l'annonce, la question de l'abolition de la peine de mort, elle eût été forcément retardée, ainsi que toute amélioration un peu large dans notre Code pénal, par l'état actuel de nos prisons. En effet, comme tout perfectionnement des législations criminelles est aujourd'hui dans l'extension des peines temporaires et de la principale de toutes, l'emprisonnement, il en résulte qu'un lien intime unit aujourd'hui la réforme du système pénal à la réforme du système d'emprisonnement, et que la première même présuppose la seconde. Qu'on jette les yeux sur tous les pays civilisés, aux Etats-Unis, à Genève, à Lausanne, en Prusse même, telle est la marche de la réforme.

C'est donc à M. le ministre de l'intérieur dans les attributions duquel est placée l'administration de nos établissemens de détention, qu'il appartient de nous faire, sérieusement et immédiatement, entrer dans la voie d'amélioration et de révision de notre système pénal, en s'occupant enfin de cette introduction parmi nous du système pénitentiaire que la restauration décréta un beau jour dans une ordonnance de 1814, et qu'elle oubliera depuis. Nous ne prétendons pas assurément parler d'introduction complète, immédiate, mais progressive. Qu'on jette les yeux sur le tableau de l'état des prisons dans les divers pays de l'Europe, fidèlement tracé dans la conclusion de son ouvrage par l'auteur du système pénitentiaire ; nous sommes au plus bas de l'échelle, et pourtant, sans mettre des panoptiques à la place de nos constructions actuelles, il ne tient qu'à nous d'imprimer immédiatement une grande et forte impulsion à la réforme de nos prisons. S'il n'est pas permis d'admettre le système pénitentiaire tout entier, on le peut du moins en partie ; les exemples sont là sous nos yeux à la frontière : nous avons les provinces rhénanes, par exemple ; avec un Code pénal qui est comme le nôtre, avec des constructions pour la plupart élevées par nous, elles ont introduit un régime extérieur de discipline dans leurs prisons, qui, sous le rapport moral, les rend infiniment supérieures aux nôtres. Qu'est-ce donc qui nous empêche d'abord de faire de même, et mieux après ?

Singulière bizarrerie, c'est à notre tribune que se préche, en Europe, la réforme des prisons, et que s'y discutent des pétitions sur le système pénitentiaire, c'est dans notre pays que se publie l'histoire de ce système. En Europe, et aux Etats-Unis, ce sont nos journaux qui en répandent l'intelligence et en fondent la popularité, et c'est l'étranger qui profite de ces conseils, qui utilise ces recherches et ces travaux ; tandis que notre pays est celui qui a le plus avancé la science du système pénitentiaire, notre gouvernement est celui qui en a le plus méconnu la pratique.

SUR LE CONSEIL-D'ÉTAT.

L'existence du Conseil-d'Etat n'est plus douteuse pour le gouvernement, puisqu'il vient de créer une commission chargée de son organisation.

Les hommes de talent à qui ce travail est confié, ne nous permettent pas de douter qu'il ne soit utile à la France qui le réclame depuis si long-temps. Mais cette mesure sera-t-elle suffisante ? La commission ne devrait-elle pas porter ses investigations plus loin que le Conseil-d'Etat ? Ne devrait-elle pas déterminer ses attributions, sa procédure ? Passer en revue le cahos de nos lois administratives ? Circonscrire l'autorité des ministres, préfets, conseils de préfecture, et en un mot préparer au pays un Code administratif complet par les lois communales et départementales ? Cela paraît incontestable.

La nécessité du Conseil-d'Etat reconnue, une première question se présente d'abord : faut-il que ce corps soit purement consultatif, ou seulement judiciaire, ou bien l'un et l'autre à la fois ?

Si nous pouvions, sans inconvénient, faire décider par les Tribunaux ordinaires les contestations administratives, nous ne verrions pas pourquoi le Conseil-d'Etat ne serait pas supprimé comme Cour d'appel. Mais le droit administratif est très étendu, il embrasse une foule de connaissances spéciales que nos magistrats possèdent rarement. Il faut avoir été administrateur pour s'être un peu familiarisé avec bien des détails indispensables pour résoudre la plupart des procès de ce genre. Exiger d'eux ce surcroît d'études, ce serait les exposer à négliger le droit commun. D'ailleurs, n'y aurait-il pas peut-être du danger à trop agrandir le domaine des Tribunaux civils. Il est vrai, le comité du contentieux a jugé grand nombre de questions dont la connaissance devait lui être étrangère ; notamment en matière de baux passés par l'Etat avec des particuliers, ainsi qu'à l'égard des ventes de coupes de bois, droits d'usage, etc... On pourrait donc livrer aux Tribunaux ces procès, et néanmoins déclarer que le droit purement administratif serait interprété par des magistrats inamovibles nommés *ad hoc*. Il est monstrueux qu'on soit juge et partie à la fois. C'est ce qui arrivait, pour ainsi dire, lorsque les ministres avaient la faculté de renouveler les membres du comité du contentieux au gré de leurs desirs, de manière à le composer d'hommes dévoués aux caprices du pouvoir. C'est comme si les ministres eux-mêmes eussent jugé les procès.

Il est inutile d'ajouter que les séances de cette nouvelle Cour devraient être publiques. Une présomption défavorable frappe toute résolution d'un corps délibérant prise à huis-clos, à moins qu'on ne le fasse dans l'intérêt de la morale.

Les avantages du Conseil-d'Etat comme corps consultatif, ne sont pas douteux également, ou pour mieux dire, c'est là sa véritable destination. On conçoit à peine, au reste, qu'une réunion d'hommes choisis par le Roi pour lui donner des conseils, devienne sans autre

inattaquables sous aucun rapport. En vain allègue-t-on que la signature au Roi de qui émane toute justice, couvre le vice; que, puis que le pouvoir d'appliquer le droit administratif n'a pas été délégué, il lui appartient de l'exercer comme bon lui semble. L'art. 57 de la Charte de 1814, en reconnaissant, il est vrai, que toute justice vient du Roi, ajoute qu'elle s'administre en son nom par des juges qu'il nomme et qu'il institue. Mais quel est le caractère de ces juges qui rendent la justice quelle qu'elle soit (car on ne fait pas de distinction)? L'art. 58 répond que les juges nommés par le Roi sont *inamovibles*. Donc jusqu'ici, et depuis que la Charte de Louis XVIII nous a été donnée, une infinité de sentences suprêmes ont été rendues par des hommes qui n'avaient aucun droit pour le faire: ils manquaient de la qualité la plus essentielle, l'inamovibilité.

Revenons aux services que le Conseil-d'Etat peut rendre comme corps consultatif.

Depuis long-temps il existe des comités attachés auprès de plusieurs ministères. Il est étonnant qu'ils ne soient pas employés selon leur destination. Ainsi, nous avons vu le ministère Martignac enfanter une foule de commissions pour préparer diverses mesures législatives, lorsque ces commissions étaient toutes faites dans le sein même du Conseil-d'Etat. Les hommes qui les composaient étaient-ils incapables? ou leurs opinions ne convenaient-elles pas au ministère? Dans tous les cas, il fallait les remplacer par d'autres ayant la confiance entière du gouvernement; par ce moyen, on aurait employé un corps qui a été maintes fois attaqué avec raison comme une inutilité d'un côté, et d'autre part, comme ne présentant pas aux justiciables des garanties suffisantes.

L'importance des comités attachés au département de chaque ministère est évidente; s'ils sont composés d'hommes de talent ayant des connaissances spéciales à ces ministères.

Un projet de loi élaboré par un de ces comités pourrait être soumis à la censure de la réunion des diverses sections du Conseil-d'Etat. Ce travail préparatoire abrégé beaucoup nécessairement la tâche des deux chambres.

Si, comme aux autres ministères, on plaçait auprès de celui de l'instruction publique un comité, ce qui n'existe pas aujourd'hui, quoi qu'il y ait même raison pour l'y établir, une conséquence inévitable en résulterait à mon avis; c'est la suppression du conseil de l'Université. Son rôle devient nul, car tout ce que fait actuellement le conseil, le comité dont nous venons de faire mention pourrait le faire parfaitement.

Le maintiendrait-on comme conseil disciplinaire? Mais il n'offre, de la manière dont on le compose jusqu'ici, aucune garantie aux corps enseignants. Une mercuriale ne produit de l'effet qu'autant qu'elle sort de la bouche d'hommes en qui on a toute confiance. Et sans vouloir blesser en rien les membres savans et estimables qui forment ce Conseil, et dont on pourrait utiliser le savoir, il n'est pas moins vrai de dire, que cette confiance ne se manifeste que par le choix volontaire de la part de ceux qui sont soumis à leur justice. Jusque-là, ils sont présumés appartenir au pouvoir qui les nomme, et réserver leurs réprimandes, à ceux qui qui lui feront quelque petite hostilité.

Il n'est pas possible de concevoir un Conseil de discipline efficace, organisé autrement que ceux des avocats dans ce moment. Honneur au ministre, sage réparateur des fautes de ses devanciers! Le barreau français est glorieux de lui devoir cette justice.

Je me suis éloigné du but véritable de cet article, pour prouver que le Conseil-d'Etat, appui naturel du pouvoir ministériel, pouvait être aussi conservé et utilisé pour décider les contestations élevées entre l'administration et les particuliers. Il serait peut-être plus naturel d'ajouter une section de plus à la Cour de cassation. Elle serait chargée de juger les questions. Alors la Cour suprême ne verrait point s'élever à côté d'elle un pouvoir judiciaire rival du sien, ce qui semble un peu anarchique. Néanmoins des objections sérieuses pourraient être faites à cette manière de voir.

Déclarer seulement que le Conseil-d'Etat se divisera en un certain nombre de comités, que les conseillers composant ces comités seront amovibles, à l'exception de ceux chargés de la partie contentieuse, et dire d'une manière générale, que toutes les questions administratives seront jugées en dernier ressort, et sans recours en cassation, par le comité; c'est, nous le répétons, une mesure bien incomplète de la part de la commission dont il s'agit. Il est indispensable que nous sachions définitivement quelles seront ses attributions, les formalités qu'il faudra remplir pour faire admettre les recours, instruire une affaire et arriver au jugement. Mais comment déterminer dans quel cas tel ou tel procès sera porté au Conseil-d'Etat, si nous ignorons dans quelles circonstances une contestation sera administrative? si on ne s'efforce pas de tracer la ligne de démarcation entre l'autorité des Tribunaux et l'autorité des magistrats du contentieux administratif? Il faut mettre une fin à ces interminables conflits.

Les conseils de préfecture, les ministres et les préfets dans certains cas, continueront-ils à former le premier degré de la juridiction administrative? Si cela est, après avoir indiqué quelles affaires seront de leur compétence, et fixé les limites de leur autorité, il ne serait pas moins essentiel de dire dans quels délais ils seront tenus de faire connaître leurs résolutions sur les affaires qui leur seront soumises, ce qui n'existe pas aujourd'hui. L'arbitraire est la seule règle sur ce point.

Les droits des conseils municipaux et de ceux des départemens devraient être enfin reconnus et élargis. Par exemple, il est ridicule que le plan des villes, l'embellissement des places, l'alignement des rues, soient dans les attributions des maires, sans recours au préfet, etc.

Cela n'est-il pas du domaine des conseils municipaux, quant à la proposition et jusqu'à l'exécution de ces projets? En y joignant l'approbation des deux chambres, on rendrait cette manière de faire parfaitement régulière.

D'autres droits sont à déterminer. Les communes, les chemins vicinaux, le cours des eaux, etc., méritent une attention sérieuse et des soins immédiats. Les influences tutélaires du gouvernement sont favorables et indispensables souvent pour protéger les diverses classes de la société. En France, cependant, lors de l'émancipation des communes (et ce moment ne semble pas éloigné depuis la prise en considération de la proposition de M. Homblot Conté), que le pouvoir se dessaisisse de l'exercice de quelques droits qu'il a empiétés sur le peuple, et qui le poussent hors de sa sphère véritable.

Les prérogatives municipales ne sont nullement en harmonie avec notre gouvernement, basé sur la représentation nationale. C'est à la commission dont M. B. Constant est le président, avec un pouvoir plus étendu qu'on ne le lui a accordé d'abord, à envisager d'un même coup d'œil la responsabilité des ministres et les franchises communales et départementales. Après avoir débrouillé le droit administratif, qu'elle mette chaque autorité intermédiaire à sa place.

La réunion de ces dispositions importantes formerait un code admirable, dont l'utilité est reconnue par tout le monde. La responsabilité ministérielle en serait la préface.

Voilà ce que la France réclame avec avidité parce que le besoin en est urgent.

Sans doute ce travail est long et difficile, mais les hommes qui composent cette commission nous donnent l'assurance qu'il ne serait pas au-dessus de leurs forces.

RIBES, avocat.

A M. le Rédacteur de la Gazette des Tribunaux.

J'ai sous les yeux votre numéro de mercredi dernier, où vous rendez compte de mon affaire avec le sieur Morel, d'une manière incomplète et inexacte: il m'importe de rectifier ce double vice, et vous m'obligerez beaucoup si vous avez la complaisance d'insérer les observations suivantes dans votre prochain numéro:

Je reprochais au sieur Morel, 1° de m'avoir laissé ignorer que mon rang eût été contesté par d'autres créanciers ce qui était cause que supposant qu'il y aurait assez pour me payer, je n'avais pas contesté le leur; 2° de m'avoir laissé forclore, en ne produisant ou contestant que long-temps après le délai que la loi accorde, quoique je me fusse hâté de fournir en temps utile; 3° surtout d'avoir attendu l'expiration des vacances pour faire juger, tandis qu'il m'assurait lui-même qu'il fallait contredire le 23 août, à peine de forclusion, ce qui avait donné le loisir à un sieur Valade, agissant en vertu d'un titre reconnu depuis matériellement faux par la chambre d'accusation de Paris, de se présenter comme créancier, en qualité d'héritier de son père, qui, à l'époque où on le supposait avoir prêté une somme considérable, était dans l'indigence, et réduit à travailler chez un imprimeur. Le syndic, auquel j'écrivis ces détails le 19 mai, ne me répondit point: vous dites, à ce sujet, que, pendant que la chambre instruisait, j'adressai une autre dénonciation au procureur du Roi; j'ignorais que la Chambre instruisait, puisque personne ne m'en avait donné avis, et c'est même pour cela que je recourus à ce magistrat; il me prévint qu'elle avait jugé que ma plainte n'était nullement fondée, mais il ne m'a point jusqu'à présent envoyé expédition de la délibération; il ne m'a pas même dit qu'il approuvait cette délibération, mais seulement qu'il ne donnerait aucune suite à ma plainte; ce qu'il pouvait être déterminé à faire, indépendamment de son opinion personnelle sur son fondement, dans le cas où il aurait pensé que la Chambre était compétente pour y statuer.

Ma réponse est importante à connaître; j'y observe que je ne m'étais adressé à ce magistrat, que parce que le silence de la Chambre m'avait fait renoncer à mon premier dessein de la rendre juge de notre différend; que d'ailleurs, si elle l'eût été, elle aurait dû, aux termes de l'arrêté du 13 frimaire an IX, art. 13, m'appeler, afin d'entendre mes raisons et d'examiner mes preuves, qui se tiraient de la combinaison du jugement et de notre correspondance; qu'ensuite elle aurait dû me faire connaître les motifs de son sentiment, qui, dans tous les cas, ne pouvait être qu'un simple avis, d'après les art. 1 et 2, puisqu'elle portait sur des faits de prévarication, et non pas sur des manquemens à la discipline intérieure.

Je n'ai plaidé moi-même que parce que M. Isambert, mon avocat, ne pouvait plus me prêter son ministère, ayant été appelé à faire partie de la Cour. J'avais triomphé deux fois, je devais espérer de triompher une troisième. L'arrêt dit que les faits imputés à Morel étaient de nature à être poursuivis et réprimés par la voie disciplinaire; c'est même son motif déterminant; mais c'est là une erreur de fait, car la plus forte des peines de discipline se borne à l'interdiction de l'entrée de la chambre pendant un temps limité, ce qui ne touche en rien à l'honneur et à la considération du condamné, et suppose par conséquent de sa part des fautes extrêmement légères. Peut-on en dire autant des prévarications dont je me plaignais? De plus, dans les cas où la chambre est compétente, on conçoit qu'elle décide que les faits sont faux ou non prouvés, et qu'ainsi elle affranchisse l'inculpé des peines de discipline; mais on conçoit d'autant moins que par cette décision elle l'autorise à poursuivre l'inculpé en police correctionnelle, qu'indépendamment de l'action disciplinaire il a action devant les Tribunaux. Ce système que je combats n'au-

rait d'autre résultat que de détourner de s'adresser jamais à une chambre d'officiers ministériels, parce qu'on aurait à craindre d'y trouver autant de parties que de juges, et le but de l'arrêté du gouvernement serait manqué.

La question devient d'un intérêt général, car on peut dire pour les commissaires-priseurs, pour les huissiers, pour les gens de métier même, ce qu'on a dit pour les avoués: ils ont entre eux des peines de discipline; et ne serait-il pas dérisoire que parce qu'on aurait porté plainte contre un individu qu'on accusait, par exemple, d'avoir pris plus qu'il ne lui est dû, ses confrères venant à déclarer que les faits sont faux ou non prouvés, il pût partir de leur décision pour fonder une poursuite correctionnelle, surtout si, comme ici, le plaignant n'a voulu faire aucun éclat, et ne s'est adressé qu'à eux pour étouffer la contestation en famille? Fort de ces moyens et de plusieurs autres, je vais, abstraction faite de ce qui me concerne, soumettre aux divers barreaux de France cette question, que je ne croyais pas en être une, et qui me semblait décidée par le simple bon sens: elle est digne d'un examen approfondi, autant, pour le moins, que celle qui leur fut présentée par M. Isambert sur la résistance aux arrestations arbitraires; il s'agit, en dernière analyse, de savoir si une classe de personnes doit l'emporter sur la masse entière des citoyens, et s'assurer l'impunité.

J'ai l'honneur, etc.

BERGÉ.

RECLAMATION.

A Monsieur le rédacteur de la Gazette des Tribunaux.

Monsieur,

A l'occasion de l'article inséré dans votre feuille de ce jour intitulé: *Affaire des frères Podesta*, je me vois obligé de vous adresser quelques observations.

Cet article aurait dû avoir pour titre: *Affaire de l'avocat Biadelli*, car c'est sur lui que pèse ici toute la criminalité du procès.

C'est d'après des charges nouvelles et graves survenues contre le sieur Biadelli et d'après nos plus vives sollicitations, que M. le garde-des-sceaux a donné l'ordre de reprendre les poursuites et de se pourvoir pour faire renvoyer la cause par-devant d'autres magistrats que ceux de la Corse.

L'ordre ministériel est relatif à Biadelli seul, et ne concerne nullement mes frères; c'est notre ancien procureur-général, M. Feuillade de Chauvin qui, en exécutant cet ordre, a prescrit de son chef « de ne pas négliger de faire constater par l'instruction nouvelle toutes les circonstances qui seraient de nature à inculper les sieurs Podesta. »

Il paraît cependant que le ministère public a senti que cette investigation ne pouvait avoir aucun résultat, puisque son pourvoi à la Cour de cassation n'indique que Biadelli comme inculpé. Celui-ci ne se trouve donc pas, comme le dit votre journal: *enveloppé avec les Podesta* dans le procès. Et comment pourrait-on en effet confondre celui qui est accusé avec ceux qui accusent?

Mes frères ne se sont prévalus de ce que l'ancien procureur-général de Bastia avait prescrit, de les comprendre dans l'instruction nouvelle, que pour justifier leur intérêt dans la cause où ils ont cru nécessaire d'intervenir, pour appuyer le pourvoi en suspension légitime.

Le sieur Biadelli a contesté ce pourvoi quant à la suspension, seul moyen employé par M. le procureur-général, en déclarant toutefois par conclusions qu'il ne s'opposait point au renvoi pour cause de sûreté publique, concession singulière, qui ne pouvait évidemment être accueillie par la Cour, puisque la sûreté publique n'était point articulée dans le pourvoi du procureur-général.

M^e. Crémieux, avocat du sieur Biadelli, a combattu les motifs de suspension légitime, et même de sûreté publique, avec une vive éloquence et une chaleur peu usitée suivant l'expression dont s'est servi M^e. Lassis, avocat de mes frères, en réfutant le plaidoyer de son honorable collègue.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Fréteau de Pény, et de M^e. Lassis, a prononcé le renvoi en se basant sur la suspension légitime.

Les magistrats impartiaux de la ville de Montpellier, que nous avons enfin obtenus après plus de deux ans de sollicitations, statueront bientôt sans doute sur ce procès.

Persuadé, Monsieur, par l'intitulé seul, que cet article vous a été fourni par une main étrangère à votre feuille toujours si impartiale, j'ai l'espérance que vous voudrez bien accueillir ma réclamation.

J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

VINCENT PODESTA.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— On nous annonce que les huissiers de Tonnerre (Yonne) sont déterminés, comme ceux de Sedan (voir la *Gazette des Tribunaux* du 11 octobre), à se pourvoir afin de faire abroger l'art. 4 du Code de procédure, et afin que les huissiers du royaume aient le droit d'exercer concurremment près les justices-de-paix. La pétition des huissiers de l'arrondissement de Tonnerre est déjà rédigée.

Le nouvel ordre de choses leur fait concevoir l'espoir que cette demande, qui n'a pas besoin de développement pour en faire sentir l'équité, sera accueillie sans difficultés. Il serait urgent que les huissiers du royaume s'entendissent à cet égard.

— On nous écrit du Mans, le 14 octobre :

« Les ennemis de l'ordre de choses actuel, ne négligent aucun moyen pour troubler la tranquillité et, par cette voie, amener son renversement. L'augmentation progressive du prix des grains, qui a lieu depuis un mois, leur en fournit une facile occasion. C'est ainsi que quelques troubles ont eu lieu à la Ferté-Bernard, le lundi 4, à la suite du marché. La prudence du maire et du commandant de la garde nationale les a calmés. Au Mans, on n'a rien trouvé de mieux pour produire le même effet, que de jeter des lettres anonymes dans les rues, dans lesquelles on dit au peuple, qu'il est abusé par ceux même qu'il a nommés ses chefs dans la garde nationale, et on lui en désigne quatre qu'on accuse de faire le commerce des grains, et de chercher à l'affamer. C'est pour répondre à cette odieuse calomnie, que ces quatre citoyens ont fait placarder dans cette ville, un avis ainsi conçu :

ENCORE DES MALVEILLANS !

« Un écrit dicté par la malveillance (on présume qu'il est l'œuvre de la congrégation), a été trouvé ces jours derniers, dans plusieurs quartiers de cette ville; il est adressé à la classe ouvrière;

» Les citoyens dont les noms y sont cités, offrent cinquante louis à celui qui pourra prouver qu'ils font le commerce des blés. »

— Le fameux *Trestaillons* de 1815 avait pris ce sobriquet des mots *Trois-Taillons*, qui, dans l'idiome du Midi, annoncent l'habitude où était ce chef d'assassins de porter trois coups d'estoc à ses victimes. Il a aujourd'hui pour successeur et pour énéme un nommé *Graffart*, qui a voulu enchanter sur son modèle, et se fait appeler *Quatre-Taillons*.

Condamné à mort par contumace, en 1816, pour de nombreux assassinats, il vient de reparaitre dans les environs de Nîmes. *Quatre-Taillons*, à la tête d'une bande de vingt hommes, a pillé et incendié une ferme dont il croyait le maître protestant. Le fermier s'étant fait malheureusement trop tard reconnaître pour catholique, les brigands se sont hâtés d'éteindre le feu, et se sont retirés en faisant leurs excuses des désordres que leur méprise avait occasionnés.

PARIS, 16 OCTOBRE.

— La Chambre des pairs, dans sa séance de ce jour, a entendu le rapport de M. le comte d'Argout sur les pétitions de MM. Bouret et Chausfert, tendant à obtenir l'autorisation de faire arrêter M. le duc de la Vauguyon, appelé à la pairie par droit d'hérédité, mais non encore reçu par la Chambre, contre lequel ils ont obtenu la contrainte par corps. Les pétitions étaient antérieures à l'arrêt rendu par défaut il y a trois jours, par la Cour royale, contre M. le duc de la Vauguyon, et qui l'a déclaré contraignable dans les formes commerciales. M. le rapporteur ayant dit que les créanciers n'avaient pas joint à leur demande l'expédition des jugemens, le fait pouvait n'être pas considéré comme prouvé; plusieurs de MM. les pairs se sont écriés que c'était chose notoire, et que la *Gazette des Tribunaux* en avait rendu compte.

Le comité des pétitions a conclu à ce qu'il fût fait un rapport en thèse générale, sur la conduite à tenir envers ceux de MM. les pairs qui pourraient se trouver dans le même cas.

M. le marquis de Sémonville, et M. le marquis de Catenan ont appuyé ces conclusions, qui ont été adoptées. La commission nommée séance tenante se compose de MM. le vicomte Lainé, le comte Portalis, le comte Mollien, le duc de Brissac, le marquis de Mortemart.

— M. Sajon, l'un des huissiers de la Cour des pairs, s'est transporté hier à Vincennes. Il a notifié aux ex-ministres l'arrêt de la Cour des pairs, en date du 4 octobre, qui a nommé une commission d'instruction, ainsi que les mandats décernés au nom de cette même commission.

— Il paraît certain qu'au dernier conseil des ministres on a arrêté qu'avant de préparer un projet de loi pour l'abolition de la peine de mort, la Cour de cassation et les Cours royales seraient d'abord consultées.

— Nous avons rendu compte de l'accusation de banqueroute frauduleuse portée contre Bourbon Leblanc; cet accusé, défendu par MM. Coffinières et Marchal, a été acquitté à l'unanimité.

— La Cour d'assises, présidée par M. Vincens, a ouvert aujourd'hui la session de la deuxième quinzaine d'octobre. MM. Herail, Baudé, Moreau, Massé de Cormeille, Delacroix et Dazolette, jurés, ont été excusés pour cause d'absence lors de la notification; MM. Grouvel et Arnaud pour cause de maladie; enfin, MM. Delandre et Bouillaud ont été rayés définitivement, le premier parce qu'il ne paye plus le cens, et le second parce qu'il est décédé.

Trois causes intéressantes seront portées à la barre des assises pendant cette session. Le 22, Hocquet comparaitra comme accusé d'avoir porté des coups à sa mère; Alexandre Desailly, accusé d'avoir donné la mort à sa femme enceinte de neuf mois, sera jugé le 25; et N. Mira, directeur du théâtre des Variétés, accusé d'avoir homicide en duel M. Doval, poète et journaliste, comparaitra le 26.

— Une forêt de piloris s'élevait aujourd'hui sur la place du Palais-de-Justice. Neuf malfaiteurs étaient exposés au carcan, et l'on avait attaché plus bas une douzaine d'écrivaux annonçant la honte et la fuite d'un pa-

reil nombre de contumaces. La plupart des individus condamnés à cet ignominieux supplice s'en vengeaient par des rires insultans.

La garde municipale à cheval, coiffée de grands bonnets à poil, d'après le nouvel uniforme, était proposée à la garde de l'échaffaud et des condamnés.

LIBRAIRIE

CHEZ HOUDAILLE ET VENIGER,
Rue du Coq-Saint-Honoré, n° 6,
ET POLLET, RUE DU TEMPLE, n° 36.
Même maison à Saint-Quentin, place Bourbon.

RÉPERTOIRE

DU

THEATRE

DU

GYMNASE DRAMATIQUE;

Par MM. Scribe, Mélesville, G. Delavigne, Imbert, Dupin, de Courcy, Mazères, Saint-Laurent, Varner, Bayard, Dupaty, Cartouche, Justin Gensoul, Delestre-Poirson, etc. Grand in-32, imprimé par Crapelet, sur papier Jésus vélin satiné. Prix : 1 fr. la livraison. Chaque pièce se vend séparément.

EN VENTE:

- 1 Le Mariage de Raison.
- 2 Michel et Christine.
- 3 La Lune de Miel.
- 4 L'Héritière.
- 5 La Demoiselle à Marier.
- 6 Le Charlatanisme.
- 7 Simple Histoire.
- 8 Rodolphe.
- 9 Le Coiffeur et le Perruquier.
- 10 La Quarantaine.
- 11 L'Ambassadeur.
- 12 La Belle-Mère.
- 13 La Mansarde des Artistes.
- 14 L'Intérieur d'un Bureau.
- 15 Le Baiser au Porteur.
- 16 Le Diplomate.
- 17 L'Auvergne ou les Brigands.
- 18 Une visite à Bedlam.
- 19 La loge du Portier.
- 20 Le Confident.
- 21 Les Premières Amours.
- 22 Le Secrétaire et le Cuisinier.
- 23 Un dernier Jour de Fortune.
- 24 Vatel.
- 25 La Marraine.
- 26 Les Grisettes.
- 27 Le Médecin des Dames.
- 28 Les Femmes romantiques.
- 29 La Haine d'une Femme.
- 30 La Maîtresse au Logis.
- 31 Le Mal du Pays.
- 32 Le Vieux Mari.
- 33 La Chatte.
- 34 Le plus beau Jour de la Vie.
- 35 Le Nouveau Pourceaugnac.
- 36 Les Adieux au Comptoir.
- 37 Les Elèves du Conservatoire.
- 38 Le Menteur Véridique.
- 39 La Demoiselle et la Dame.
- 40 Le Comte Ory.
- 41 Coraly.
- 42 Le Solliciteur.
- 43 Yelva, ou l'Orpheline Russe.
- 44 Le Bal Champêtre.
- 45 La Charge à Payer.
- 46 Les Manteaux.
- 47 Les Inséparables.
- 48 La Pension Bourgeoise.
- 49 La Vérité dans le Vin.
- 50 L'Oncle d'Amérique.
- 51 Le Baron de Trenck.
- 52 La Sonnambule.
- 53 L'Ours et le Pacha.
- 54 Le Château de la Poularde.
- 55 Les Deux Précepteurs.
- 56 Le Dîner sur l'Herbe.
- 57 L'Écarté, ou un coin du Salon.
- 58 Partie et Revanche.
- 59 Le Mauvais Sujet.
- 60 Le Parlementaire.
- 61 L'Avare en Goguette.
- 62 M. Tardif.
- 63 Frontin Mari-Garçon.
- 64 La suite de Michel et Christine.
- 65 Le Ménage de Garçon.
- 66 La Nouvelle Clary.
- 67 Les Empiriques d'autrefois.
- 68 Rossiini à Paris.
- 69 Trilby, ou le Lutrin d'Argail.
- 70 Le Bon Papa.
- 71 Le Fondé de Pouvoirs.
- 72 La Manie des Places.
- 73 Les Moralistes.
- 74 Malvina.
- 75 Théobald.
- 76 M^{me} de Sainte-Agnès.
- 77 La Bohémienne, ou l'Américaine en 1775.
- 78 Le Leicester du faubourg.
- 79 Le Plan de Campagne.

DEUXIÈME SÉRIE.

- 1. Avant, Pendant et Après.
- 2. Le Boulevard Bonne-Nouvelle.
- 3. Caroline.
- 4. La Famille Normande.
- 5. Le Colonel.
- 6. L'Amant bossu.
- 7. La Petite Sœur.
- 8. La Petite Folle.
- 9. Le Mariage enfantin.
- 10. La Petite Lampe.
- 11. Le Vieux Garçon.
- 12. La Meunière.
- 13. Les Deux Maris.
- 14. Les Mystificateurs.
- 15. Les Montagnes russes.
- 16. Le Fou de Péronne.
- 17. Les Frères de lait.
- 18. Une Nuit de la Garde nationale.
- 19. L'Artiste.
- 20. Mémoires d'un Colonel de Hussards.
- 21. L'Intérieur de l'Étude.
- 22. Le Gastronomes sans argent.
- 23. Le Témoin.
- 24. Les nouveaux jeux de l'amour et du hasard.
- 25. Le Vampire.
- 26. Aventures et Voyages du petit Jonas.
- 27. Les Héritiers de Crac.
- 28. La Maîtresse.
- 29. Philibert marié.
- 30. La Reine de seize ans.
- 31. Le Sourd.
- 32. Le Parrain.

RÉPERTOIRE

DU

THÉÂTRE DU VAUDEVILLE.

1. Kettly.

2. Léonide.

CONSEILS

Sur l'art de guérir soi-même, SANS MERCURE, LES MALADIES SECRÈTES,

Par le traitement anti-syphilitique végétal de M.-G. DE SAINT-GERVAIS, docteur-médecin de la Faculté de Paris. Un vol.; prix, 1 fr. 50 c.; par la poste, 2 fr.

Le docteur prouve par le raisonnement et par des observations authentiques la supériorité de son traitement dépuratif, sans mercure, qui est prompt et facile à suivre dans toutes les positions sociales, et qui détruit radicalement le principe syphilitique sans le répercuter. Des milliers d'expériences, toujours suivies des plus heureux résultats, ont démontré qu'il n'existe pas de syphilis, sous quelque forme et à quelque période qu'on l'attaque, qui résiste à l'emploi méthodique de ce traitement.

Se vend chez DELAUNAY, libraire au Palais-Royal, et chez l'auteur, rue Aubry-le-Boucher, n° 5, près celle Saint-Martin.

CONSULTATIONS le matin de 8 à 10 heures, les lundi, mercredi et vendredi, rue Richer, n° 6 bis, faubourg Poissonnière.

ANNONCES JUDICIAIRES.

ÉTUDE DE M^e BORNOT, AVOUÉ, Rue de l'Odéon, n° 26, à Paris.

Adjudication définitive, le samedi 13 novembre 1830, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, autorisée au-dessous de l'estimation,

1° D'une grande et belle MAISON sise à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, à l'encoignure gauche de cette rue et de la rue Charles X, actuellement dite rue Lafayette;

2° D'une autre MAISON attenante à la précédente, sise à Paris, même rue Charles X;

3° Et d'une autre belle MAISON sise à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 172, en trois lots qui pourront être réunis.

Sont mis à prix :
Le 1^{er} lot à 70,000 fr.
Le 2^e lot à 50,000
Le 3^e lot à 50,000

Total, 170,000

S'adresser 1° audit M^e BORNOT, avoué poursuivant; 2° à M^e PLE, rue Sainte-Anne, n° 34; 3° à M^e Adolphe LEGENDRE, rue Richelieu, n° 47 bis; 4° à M^e HOCMELE aîné, place des Victoires, n° 12; 5° à M^e GLANDAZ, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 87, ces derniers avoués colicitans.

Vente par autorité de justice, rue Bleue, nos 14 et 17, le 19 octobre 1830, consistant en armoires en bois peint, bureau à cylindre en acajou, cartonnier en acajou, canapés, fauteuils, vins de diverses qualités en bouteilles, une pièce fût de Bordeaux, un cabriolet et autres objets. — Au comptant.

Vente par autorité de justice, place du Châtelet de Paris, le mercredi 20 octobre 1830, à midi, consistant en comptoir à dessus de marbre, vingt tables carrées en bois blanc, table de jeu en acajou, pendule et autres objets. — Au comptant.

Vente par autorité de justice, place du Châtelet de Paris, le mercredi 20 octobre 1830, à midi, consistant en deux secrétaires à dessus de marbre, l'un en noyer et l'autre en acajou, table en noyer, buffet et autres objets. — Au comptant.

Le prix de l'insertion est de 1 franc par ligne.

AVIS DIVERS.

A LOUER avec ou sans écurie et remise, BEL APPARTEMENT parqueté de 8 pièces, dont 4 chambres, 6 cabinets, armoires, glaces, chaudières; et BELLE BOUTIQUE, rue St.-Honoré, n° 355 bis, près la rue Castiglione.

M. LEPÈRE, pharmacien, place Maubert, n° 27, inventeur de la *Mixture brésilienne*, signale à l'attention du public les éloges qui ont été donnés à ce remède dans un ouvrage récemment publié. (*Lettre d'un Eclectique de la Faculté de médecine de Paris.*) L'auteur considère la *Mixture brésilienne* comme le remède le plus propre à guérir promptement et radicalement les maladies récentes ou invétérées.

Des consultations gratuites se donnent tous les jours, de 11 heures à 2 heures chez M. Lepère.

Le public est instamment prié de ne pas confondre la pharmacie de M. Lepère avec celle qui est à côté. — Pour distinguer la véritable *Mixture brésilienne* d'une foule de contrefaçons et pour la sûreté des malades, le cachet et la signature de M. Lepère sont apposés sur toutes les mixtures sortant de sa pharmacie.

ESSENCE

DE SALSEPAREILLE

Concentrée et préparée à la vapeur, par un nouveau procédé reconnu bien supérieur à celui des Anglais. La réputation de ce puissant DÉPURATIF est universelle. Tous les médecins ennemis du charlatanisme le prescrivent avec la confiance qu'il mérite contre les maladies secrètes, les dartres, gales anciennes, douleurs goutteuses et rhumatismales, humeurs froides et toute acreté du sang, annoncée par des démangeaisons, cuissons, picotemens, chaleurs, taches, éruptions à la peau, pustules au visage, clous, maux d'yeux et de gorge, teint livide ou couperosé, douleurs de tête et dans les membres, surtout la nuit, chute de cheveux, maux de nerfs, irascibilité, humeur noire et mélancolique. Prix : 5 francs le flacon (six flacons 27 fr.). PHARMACIE COLBERT, galerie Colbert; entrée particulière, rue Vivienne, n° 4. Prospectus dans les principales langues de l'Europe. Ce remède s'emploie avec un égal avantage en toute saison. (Affranchir.) Consultations médicales gratuites de 10 heures à midi; et le soir, de 7 à 9 heures.

Le Rédacteur en chef, gérant, Breton.